

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
1	Dispositions générales							
1.1	Conformité de l'installation	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.						C
1.2	Contenu du dossier	<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>« Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p>« 1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers »</p> <p>« Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.).</p> <p>Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne. »</p>	Pour information				Pour information	
1.3	Intégration dans le paysage	<p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>	<p>Le volet paysager du projet permet de créer une intégration visuelle vis-à-vis du contexte environnant. Les abords de l'installation seront contrôlés afin de garantir leur bon état de propreté.</p> <p>Si le besoin se faisait ressentir, les voiries pourront être nettoyées via des monobrosses. Les espaces verts seront entretenus régulièrement et les produits phytosanitaires évités au maximum.</p>					C
1.4	Etat des matières stockées	<p>« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p>	<p>L'exploitant s'engage à ce qu'un état des stocks soit maintenu à jour. Cet inventaire concernera l'ensemble des matières présentes sur site : matières premières, produits finis et produits dangereux.</p> <p>La partie dédiée aux produits dangereux contiendra les fiches de données de sécurité et un classement ICPE des rubriques 4000 sera tenu à jour.</p>					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<p>« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>« II. Dispositions applicables aux installations à déclaration :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.</p> <p>« L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.</p> <p>« Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »</p>						
			Si des stockages particuliers devaient être présents sur site, ils seraient indiqués clairement ainsi que leur nature.					C
			L'état des stocks sera mis à disposition du SDIS et de l'inspection des installations classées.					C
			Un état des stocks en format simplifié sera conservé et mis à disposition en cas de besoin. Il regroupera les produits par typologie et/ou par rubriques ICPE.					C
			L'état des stocks sera mis à jour hebdomadairement. Il sera informatisé et accessible localement ou à distance à tout moment.					C
			Le recensement des produits dangereux sera mis à jour quotidiennement.					C
			L'exploitant s'engage à réaliser un inventaire physique périodique et a minima de manière annuelle.					C
			Les FDS à jour des matières dangereuses stockées seront disponibles sur site.					C
			Non-concerné.					SO
1.5	Dispositions en cas d'incendie	<p>En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.</p> <p>« En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les</p>	L'exploitant s'engage à mettre en place un plan de défense incendie détaillant les mesures prises afin d'assurer la mise en sécurité des personnes et de faciliter l'intervention des services de secours.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant. »	En cas de sinistre, l'exploitant s'engage à réaliser un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire (prélèvements dans l'air, dans les sols, points d'eau environnants).					
1.6.1	Eau Plan des réseaux	<p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de Disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>« Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p>	<p>Les différents réseaux d'eau rencontrés sur le site seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le réseau d'eau potable alimentant les différents postes de consommation d'eau sanitaire, - Le réseau d'eau de pompage du forage du site destiné au process, - Le réseau d'eau pluviale alimentant les tours de refroidissement, - Le réseau des eaux industrielles et bassins de décantation dirigés vers la STEP puis le milieu naturel, - Le réseau d'eau de moyens de défense incendie alimenté par le canal (uniquement aires d'aspiration côté canal), - Le réseau d'eau incendie alimenté par les eaux usées traitées de la STEP, - Le réseau des eaux usées domestiques (locaux sanitaires) rejetés dans le réseau public, - Les réseaux de collecte des eaux pluviales de toitures et voiries et de confinement en cas d'incendie dirigés vers les bassins de rétention, - Le réseau de collecte des rétentions et de la dalle de la STEP dirigées vers le bassin de calamité en cas de besoin <p>Ces réseaux sont représentés sur le plan des réseaux.</p>					C
1.6.2	Eau Entretien et surveillance	Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.	Les réseaux de collecte des effluents seront conçus et aménagés de manière à être curables et étanches. Ils résisteront dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter, lesquels n'auront pas d'action physique et chimique susceptible de dégrader de tels réseaux.					C
		Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.	Les réseaux seront suivis et contrôlés de manière régulière via des contrôles visuels.					
		Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.	Le réseau d'alimentation raccordé au réseau public et destiné à alimenter les besoins sanitaires du site sera équipé d'un disconnecteur afin d'éviter tout retour au réseau public. Concernant les deux forages, la protection est décrite dans l'étude hydrogéologue en Annexe n°7 de l'étude d'impact.					C
1.6.3	Eau Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Les effluents rejetés sont exempts : - de matières flottantes ; - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.	Les eaux pluviales de voiries seront traitées par des séparateurs d'hydrocarbures avant rejet au canal. Les effluents industriels de process seront traités par la station d'épuration privative, les eaux de lavage des pommes de terre par les bassins de décantation. Une fois que ces eaux auront atteint un niveau compatible avec le milieu, elles seront rejetées au canal. La gestion de l'eau est présentée dans le rapport V2R joint en Annexe n°8 de l'étude d'impact.					C
1.6.4	Eau Eaux pluviales	Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.	Les eaux pluviales de voirie seront collectées séparément des eaux pluviales de toiture avant d'être traitées par séparateur d'hydrocarbures. Elles rejoindront ensuite l'un des deux bassins de rétention avant leur rejet au canal. Une partie des eaux pluviales de toiture sera collectée et utilisée dans les TAR. L'autre partie sera redirigée vers les bassins de rétention ou l'une des noues étanches. En cas d'incendie, les stations de refoulement asservies à la détection incendie permettront de confiner les effluents au sein des 2 bassins étanches destinés à la rétention des eaux d'extinction incendie. La gestion de l'eau est présentée dans le rapport V2R joint en Annexe n°8 de l'étude d'impact.					C
		Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.	Les eaux seront rejetées en respectant les seuils de débits et qualité de l'eau indiqués. L'exploitant s'engage à réaliser des contrôles réguliers de la qualité des eaux afin d'attester la conformité des rejets.					C
		Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu	Les eaux pluviales seront tamponnées afin de respecter un débit de fuite de 2 l/s/ha avec rejet au canal de l'Escaut. Ce débit de fuite permet d'être bien en dessous du QMNA5 du canal. Le débit du canal étant de plusieurs m³/s alors que le débit de fuite du site pour les eaux pluviales sera de 55 l/s. Les débits sont étudiés dans le rapport V2R joint en Annexe n°8 de l'étude d'impact.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5. En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.	Les eaux pluviales ne seront pas rejetées dans un ouvrage collectif de collecte, mais dans le canal de l'Escaut. Non concerné					SO
1.6.5	Eau Eaux domestiques	Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.	Les eaux domestiques du site (issues des sanitaires) seront évacuées dans le réseau d'assainissement communal et traitées par la station d'épuration communale.					C
1.7.1	Déchets Généralités	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.	Afin de valoriser au maximum les sous produits de fabrication, le projet de la société AGRISTO intègre des processus de fabrication permettant la réutilisation ou transformation de résidus issus de certaines étapes telles que les résidus de coupes (fausses coupes) de frites surgelées. Cela permet la production de spécialités à partir des résidus collectés. - Les déchets issus du lavage de pommes de terre seront envoyés vers une filière de traitement spécialisé hormis pour les feuilles qui seront envoyées en biométhanisation. - Les boues issues de la STEP seront envoyées en biométhanisation. - Les déchets de pommes de terre non réutilisables dans la production seront envoyés en filière de valorisation pour la nutrition animale mais aussi en biométhanisation pour certains d'entre eux. - Les déchets issus du conditionnement (papiers, cartons et bois) ainsi que les huiles minérales usagées et batteries seront recyclés. - Les DIB non valorisable seront incinérés dans un centre avec récupération d'énergie - Les déchets électriques et aérosols seront envoyées vers des filières spécialisées.					C
1.7.2	Déchets Stockage des déchets	Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.	Seuls les DIB seront en extérieur dans des bennes. La benne carton sera fermée afin de prévenir l'envol de matière. Les déchets organiques seront stockés en intérieur dans le local déchet maintenu à température dirigée. La cuve d'huile usagée sera implantée sous auvent.					C
		Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.	Tous les déchets liquides (produits de maintenance usagés) seront stockés sur rétention et en intérieur ou sous auvent (huile usagée).					C
1.7.3	Déchets Gestion des déchets	Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.	Agristo s'attachera à solliciter l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de chaque centre d'enfouissement auquel il fera éventuellement appel. Tous les bordereaux de suivi des déchets dangereux seront disponibles dans un registre dédié à cet effet. Ils contiendront la traçabilité du déchet depuis sa prise en charge sur le site jusqu'à son traitement final. Tout brûlage à l'air libre sera interdit.					C
1.8.1 1.8.2 1.8.3 1.8.4 1.8.5 1.8.6	Concerne les sites en Déclaration		Non concerné.					SO
2	Règles d'implantation	Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées : « - des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m ² , cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. »	Les modélisations de flux thermiques sont présentées dans l'étude de danger, chapitre 9. Les modélisations ont été réalisées sur plusieurs parties du site : - Le stockage de pommes de terre, - Le stockage tampon des produits finis (température négative), - Le transstockeur emballages, - Le transstockeur 1 (température négative), - Le transstockeur 2 (température négative), - La zone de réception/expédition - Les bacs d'huile des friteuses L'ensemble des calculs de flux thermiques réalisés permet de confirmer qu'il n'y a pas de flux thermique > 8 kW/m ² qui sortent du site.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<p>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ;</p> <p>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises « et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt » conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²),</p> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG « compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées » (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées « à hauteur de cible » par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p>						C
		<p>II. Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site d'a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site.</p>	Non concerné, site en Autorisation					SO
		<p>« III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>« La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>« Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <p>« - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;</p> <p>« - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.</p> <p>« Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est</p>	Il n'y a aucune zone de stationnement à moins de 10 des bâtiments. Les seuls stockages extérieurs présents sont les bennes déchets et le rack de bouteilles de gaz à proximité de la maintenance. La cellule 1510 la plus proche est le stockage des pommes de terre qui est respectivement à plus de 100 m et 70 m de ces deux stockages.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre / Alinéa	Intitulé	Énoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m ³ de matières ou produits combustibles et à 1 m ³ de matières, produits ou déchets inflammables.						
		« A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté. »	Pas de locaux habités sur site.					SO
3	Accessibilité	« En cas de demande d'adaptation ou d'aménagement aux dispositions du 3 de la présente annexe sollicitée en application des articles 3, 4 ou 5 du présent arrêté, le préfet demande au préalable l'avis du service d'incendie et des secours. »	Le plan principalement utilisé pour cet article est le plan masse joint en Annexe n°2 des plans complémentaires.					Pour information
3.1	Accessibilité au site	L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	Le site disposera de 2 accès : un au Nord-est et un Sud-est, en double sens, ayant une largeur respectivement de 8 m et 9 m. Un accès depuis le site Tereos sera également disponible (site enclavé).					C
		Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	Les zones de stationnement aménagées à l'intérieur du site n'entraveront pas les voies d'accès au site. Des parkings sont prévus pour les véhicules légers avec un accès qui leur sera propre pour le parking principal (Sud-est). Les autres véhicules légers disposeront aussi de parkings dédiés, au nombre de 3, selon la zone où doit se rendre la personne. Un parking poids lourds évitera aux véhicules d'entraver l'accès à la voie périphérique.					C
		« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.	Sans objet, accès dégagé en permanence.					C
		« L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site. »	L'accès sur site pour les services de secours sera assuré grâce à un gardiennage du site 24h/24.					C
3.2	Voie « engins »	Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour : - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins.	Une voie engins permettra la circulation sur la périphérie complète des locaux relevant du présent arrêté ainsi que l'accès aux bâtiments et aux aires de mises en station des moyens aériens et de stationnement des engins.					C
		« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »	Sans objet, la voie engins sera maintenue dégagée.					C
		Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.	La voie engins ne pourra être obstruée par l'effondrement de tout ou partie des locaux relevant du présent arrêté, les murs de ces locaux s'effondrant vers l'intérieur. Voir notamment étude ISI du CTICM jointe en Annexe n°14 de l'étude de danger.					C
		Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de S = 15/R mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.	Les voies de circulation des engins mesureront en tout point a minima 6 mètres de large. La hauteur libre sera d'au moins 4,5m, notamment sous les convoyeurs et les bureaux. A noter que la voie engin passe sous les bureaux qui est un bâtiment qui forme un pont au-dessus de la voirie. La pente sera inférieure à 15 %. Les virages auront une surlargeur de S = 15/R lorsque cela s'avère nécessaire (indications précisées sur le plan de masse). La voie résistera à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.					C
		En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.	La voie sera à moins de 60 mètres de tout point du périmètre des bâtiments relevant du présent arrêté. L'exploitant s'engage à ce qu'aucun obstacle ne soit disposé entre la voie engins et les accès aux différents locaux 1510.					
		Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie " engins " est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.	Circulation sur la périphérie complète du bâtiment. Sans objet					C
			Les voies de circulations sont visibles sur le plan de masse joint en Annexe n°2 des plans réglementaires.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
3.3.1	Aires de stationnement Aires de mise en station des moyens aériens	Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2.	Les zones de mise en station assurées par la voirie périphérique seront accessibles depuis la voie engins.					C
		Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.	Une étude visant à démontrer l'effondrement vers l'intérieur des locaux relevant du présent arrêté (locaux 1510 : stockage pommes de terre, stockage tampon, TK emballages, expédition/réception) sera réalisé au moment des travaux afin de démontrer la conformité du site. Les eaux d'extinction sont collectées dans des bassins dédiés à cet effet. Une étude du CTICM a été réalisée sur les TK froid (Annexe n°14 de l'étude de danger). Cette étude démontre l'absence d'effondrement de la structure.					C
		Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.	Les aires de mise en station seront aménagées de sorte que les services de secours puissent stationner sur une bande hachurée (en jaune sur le plan), d'une largeur de 7m, représentée le long de différentes façades, elles sont réparties comme suit :					C
		Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m ² d'autres cellules sont : - soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ; - soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.	<ul style="list-style-type: none"> - Stockage pommes de terre : de la maintenance jusqu'à la moitié du bâtiment de gestion des eaux de lavage - Chambre froide négative de stockage tampon : de la chaufferie jusqu'à la moitié des locaux techniques - Magasin emballages : tout le pignon côté bassin étanche - TKs froid : les deux pignons côté STEP - Réception/expédition : tout le pignon côté auvent de réception de réception des pommes de terre 					C
		Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. « L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens. »	A noter que toute la largeur de la voirie permet la mise en station des engins.					
		Ces ouvertures permettent au moins un accès par « niveau » pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément réparables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.	Il n'y aura pas de murs coupe-feu séparatif. Chaque zone de stockage étant contiguë à une zone de production, un local technique, (...) mais toujours non contiguë à une autre cellule relevant d'un classement 1510. Sans objet Le bâtiment de réception/expédition présente plusieurs étages avec un 1 ^{er} plancher à 8m et un 2 nd à 15m, en revanche seuls les deux premiers niveaux relèveront d'un classement 1510. Dans la mesure où le 1 ^{er} plancher n'excède pas 8m, alors une seule façade est défendue par la zone de mise en station hachurée au niveau du plan de masse et positionnée sur le pignon nord-Est du bâtiment. Le plan de défense incendie sera à disposition des services du SDIS.					SO
		Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours.	Chaque façade disposant d'une zone de mise en station sera équipée d'un accès au local 1510, relevant du présent arrêté, qui lui est associé. Cet accès sera réalisé par un ouvrant de 1,8 m de hauteur et 0,9 m de largeur.					C
		Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.	Les aires de mise en station auront une largeur de 7 m et une longueur variable, toujours supérieure à 10 m (voir plan de masse avec zones hachurées en jaune), elles présentent une pente inférieure à 10 %.					C
		- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm ² .	Elles seront matérialisées au sol et l'exploitant s'engage à les libérer en cas de sinistre et avant l'arrivée des secours.					C
		Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes : - au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; - la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; - la cellule ne comporte pas de mezzanine.	Elles seront toujours entretenues, dégagées et accessibles aux services d'incendie et de secours, au moyen de consignes si nécessaire. Aucun obstacle ne sera disposé sur ces aires.					C
	Sans objet					SO		
	Les aires résisteront à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.					C		

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
3.3.2	Aires de stationnement des engins	Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.	Les aires de stationnement seront positionnées au droit des points d'eau : - Pompage dans le canal 480 m ³ /h : 4 aires - Poteau incendie alimenté par le Clarificateur, point à proximité du magasin emballages, 240 m ³ /h : 2 aires - Poteau incendie alimenté par le Clarificateur point à proximité du TK froid et en limite de propriété avec Tereos, 240 m ³ /h : 2 aires - Bâche incendie à proximité du parking de l'école 240 m ³ : 2 aires					C
		Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.	Les locaux relevant du présent arrêté seront réalisés de manière à garantir le non effondrement vers l'extérieur et les eaux d'incendie sont collectés dans des bassins étanches dédiés à cet effet.					C
		Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ;	Une étude du CTICM a été réalisée sur les TK froid (Annexe n°14 de l'étude de danger). Cette étude démontre l'absence d'effondrement de la structure. Chaque aire de stationnement sera matérialisée au sol et aura une largeur de 4 mètres et une longueur de 8 mètres avec une pente à 2 %.					C
		Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.	L'exploitant s'engage à ce que chaque aire soit entretenue et maintenue dégagée. Les aires de stationnement sont implantées à moins de 5 m de chaque point d'eau.					C
		- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.	Ces aires seront dégagées en permanence, sans objet. Les aires résisteront à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.					C
3.4	Accès aux issues et quais de déchargement	A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.	L'ensemble des locaux relevant de la 1510 est ceinturé par des voies imperméabilisées. Les accès sont donc garantis Sur chaque local 1510, un accès depuis l'extérieur mesurera 1,8 m de large. Les accès seront de plain-pied.					C
		Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.						
		Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.	Parmi les locaux relevant du présent arrêté, seul le bâtiment de réception/expéditions sera équipé de quai de chargement/déchargement sur une partie du linéaire d'une de ses façades. Un accès de plein pied permettra d'accéder à l'intérieur.					C
		Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. « Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables. »	Non concerné.					SO
		Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.	Sans objet, aucun local du projet relevant de la 1510 n'est contigu à une cellule 1510, les locaux adjacents sont constitués par des espaces autres que bien par des zones extérieures. Dans ce contexte, il n'y aura pas de mur coupe-feu séparatif au sens du présent arrêté.					SO
3.5	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;	L'exploitant s'engage à tenir à disposition des services d'incendie et de secours les plans des locaux localisant les risques et les moyens de protection incendie ainsi que les consignes pour l'accès aux secours. Ces documents seront annexés au plan de défense incendie.					C
		Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.	Non concerné.					SO
4	Dispositions constructives	« Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.	Cas des zones 1510 stockage des pommes de terre, stockage tampon en température négative et zone réception/expédition : une justification de la non ruine en chaîne et du non effondrement de la structure vers l'extérieur sera tenue à la disposition du service des installations classées. Cas du stockage des emballages : le bâtiment ne comporte pas de locaux adjacents, il n'y a donc pas de possibilité de ruine en chaîne. La justification du non effondrement vers l'extérieur sera tenue à la disposition des installations classées.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
			Cas des deux transstockeurs en froid négatif : les bâtiments ne comportent pas de locaux adjacents, il n'y a donc pas de possibilité de ruine en chaîne. L'étude d'ingénierie incendie réalisée par le CTICM en Annexe n°14 démontre qu'en cas d'incendie il n'y a pas d'effondrement de la structure.					
		« L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.	La stratégie d'évacuation du personnel sera formalisée dans le plan de défense incendie.					C
		« L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées. »	Stockage de pomme de terre : R120 Stockage tampon : R120 Transstockeur emballages : R120 sur 3 façades et R60 sur la 4ème Réception/expédition : R120 Les transstockeurs froids seront automatisés et réalisés par des racks autoportants A ce titre, ils posséderont une structure < R15. Ce point est dérogatoire, voir étude de dangers partie 3 , demande de dérogation.					C Dérogatoire
		Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.	Seul le bâtiment de stockage emballages est à température ambiante, les autres zones de stockage étant en température dirigées < 18°C, elles relèvent de l'article 27 du présent arrêté ministériel, cet alinéa ne leur est donc pas applicable. Le stockage des emballages sera réalisé avec ses 4 murs extérieurs en panneau sandwich laine de roche A2s1d0					C
		Les éléments de « support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.	Stockage de pomme de terre : pannes béton A2s1d0 Stockage tampon : pannes béton A2s1d0 Transstockeur emballages : pannes béton A2s1d0 Réception/expédition : pannes béton A2s1d0 Transtockeurs froid négatif : structure porteuse réalisée par les racks métalliques A2s1d0					C
		Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part : - ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m3 et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.	Local à température ambiante : l'isolant en toiture (laine de roche) sera A2s1d0 pour la zone de stockage des emballages. Les autres zones sont à température dirigée et relèvent donc de l'article 27.					C
		Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).	Le système de couverture bac + isolant + étanchéité de la zone stockage des emballages sera BROOF (t3).					C
		Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.	Les matériaux d'éclairage seront de classe d0.					C
		Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.	Seul le bâtiment de réception/expédition possèdera plusieurs niveau (niveau RDC et R+1 relevant de la rubrique 1510, niveau R+2 hors classement). Les planchers seront réalisés en béton EI120. La structure sera constituée de poteaux béton R120. L'ensemble des locaux de stockage relevant du présent arrêté présentent une hauteur supérieure à 13.70m Stockage de pomme de terre : R120 Stockage tampon : R120 Transstockeur emballages : R120 sur 3 façades et R60 sur la 4ème Réception/expédition : R120 Les deux transstockeurs en froids négatifs ne respectent pas cette disposition, une demande de dérogation est formulée sur ce point. Voir partie 3 de l'étude de dangers					C C Dérogatoire
		Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloués par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.	Seul la zone de réception/expédition est concernée puisqu'elle possède plusieurs niveaux. Les escaliers présents dans le bâtiment de réception/expédition seront encloués par des parois au moins REI 60 en béton A2s1d0. Ils déboucheront directement à l'air libre.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage.</p> <p>Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>« A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.</p> <p>« Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>« En ce qui concerne les cellules et chambres frigorifiques, les conditions d'application de ce point sont précisées au point 27.1 de la présente annexe. »</p>	<p>L'atelier de maintenance est séparé des locaux contigus (2 murs intérieurs) par des parois coupe-feu REI 120 ne dépassant pas en toiture.</p> <p>Les portes sont prévues EI2 120 C</p>					C
			<p>Les bureaux et espaces communs seront à plus de 10 m des cellules de stockage les plus proches (stockage emballages et stockage tampon). Ils seront séparés du local conditionnement et de la galerie de desserte de l'usine par un mur REI120 ne dépassant pas en toiture.</p> <p>Voir le plan masse en Annexe n°2 des plans réglementaires.</p>					C
			<p>Pour l'ensemble de cet article, le plan masse comportant les exutoires de désenfumage sera utilisé. Il est joint en Annexe n°2 des plans réglementaires</p>					Pour information
5	Désenfumage	<p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre « sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ».</p> <p>La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p>	<p>Le comble de la zone disposera de 2 cantons de désenfumage. Les cantons auront une surface inférieure à 1 650 m².</p> <p>Leur longueur maximale sera inférieure à 60 m.</p> <p>Les écrans de cantonnement seront stables au feu de degré un quart d'heure,</p>	<p>Le comble de la zone disposera de 1 canton de désenfumage. Le canton aura une surface inférieure à 1 650 m².</p> <p>Sa longueur maximale sera inférieure à 60 m.</p> <p>Les écrans de cantonnement seront stables au feu de degré un quart d'heure, mesureront 1 m.</p>	<p>Pas de combles, Voir article 27 : absence de désenfumage requis + adaptation des consignes.</p>	<p>La cellule disposera de 4 cantons de désenfumage. Les cantons auront une surface inférieure à 1 650 m².</p> <p>Leur longueur maximale sera inférieure à 60 m.</p> <p>Les écrans de cantonnement seront stables au feu de degré un quart d'heure,</p>	<p>Le comble de la zone disposera de 3 cantons de désenfumage. Les cantons auront une surface inférieure à 1 650 m².</p> <p>Leur longueur maximale sera inférieure à 60 m.</p> <p>Les écrans de cantonnement seront stables au feu de degré un quart d'heure, mesureront 1 m.</p>	C
		<p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p>	<p>Présence d'exutoires naturels pour le désenfumage du comble uniquement.</p>	<p>Présence d'exutoires naturels pour le désenfumage du comble uniquement.</p>	<p>Absence d'exutoires</p>	<p>Présence d'exutoires naturels.</p>	<p>Présence d'exutoires naturels pour le désenfumage du comble uniquement.</p>	C
		<p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p>	<p>Des exutoires à commande automatique et manuelle seront</p>	<p>Des exutoires à commande automatique et manuelle seront</p>	<p>Sans objet</p>	<p>Des exutoires à commande automatique et manuelle seront installés. La surface de désenfumage sera de 2 % SUE, soit au</p>	<p>Des exutoires à commande automatique et manuelle seront</p>	C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
			installés sous toiture dans le comble. La surface de désenfumage sera de 2 % SUE, soit au total environ 60 m ² de surface utile	installés sous toiture dans le comble. La surface de désenfumage sera de 2 % SUE, soit au total environ 60 m ² de surface utile		total environ 120 m ² de surface utile.	installés sous toiture dans le comble. La surface de désenfumage sera de 2 % SUE, soit au total environ 77 m ² de surface utile	
		Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.			Local sprinklé, température de déclenchement du système d'extinction supérieure à celle du désenfumage	Sans objet	Local sprinklé, température de déclenchement du système d'extinction supérieure à celle du désenfumage	C
		Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.	Pour les locaux stockage de pomme de terre, stockage emballage et réception/expédition : 1 exutoire tous les 250 m ² et minimum 4 exutoires pour 1 000 m ² . La surface géométrique sera de 3x2m soit une surface utile comprise entre 4,2 et 4,6 m ² par exutoire. Les DENF sont disposés à plus de 7 m des murs coupe-feu.					C
		La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.	Pour les locaux stockage de pomme de terre, stockage emballage et réception/expédition : commandes manuelles seront positionnées à proximité d'une issue de secours diamétralement opposées					C
		Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.	Amenées d'air réalisées par des ouvrants : portes/grille en façade. Surface utile maxi 33 m ²	Amenées d'air réalisées par des ouvrants : portes/grille en façade. Surface utile maxi 25 m ²	Sans objet	Amenées d'air réalisées par des ouvrants : portes/grille en façade. Surface utile maxi 33 m ²	Amenées d'air réalisées par des ouvrants : grille en façade au niveau du comble puisque planchers intermédiaires dans le local. Surface utile maxi 33 m ²	C
		En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.	La seule cellule à plusieurs niveaux est la zone de réception/expédition. Cet alinéa n'est pas applicable puisqu'il s'agit d'un local dont la température de consigne est inférieure à 10°C. Les deux niveaux de stockage RDC et R+1 ne comportent pas de comble.					C
		Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.	Non concerné					SO
5.1	Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie	<p>« Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt.</p> <p>« Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques.</p> <p>« Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>« En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.</p>	Les différentes cellules relevant du présent arrêté n'auront pas en leur sein de locaux techniques.					SO

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<p>« Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>« Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers du local considéré.</p> <p>« Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>« Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>« Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. »</p>						
6	Compartmentage	L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.	Le stockage en froid négatif est réalisé dans deux transtockeurs séparés physiquement.					C
		Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m ³ , sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.	Le site stockera environ 259 386 m ³ de marchandises.					C
		Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.	<p>Les locaux 1510 qui relèvent du présent arrêté ne sont pas contigus avec d'autres locaux couverts par la rubrique 1510. Dans ce contexte, il n'est pas requis de parois séparatives entre cellules. En revanche, les zones de stockage des pommes de terre, le stockage tampon, et la zone réception/expédition seront équipées de murs REI 120 avec les locaux qui leur sont contigu. Ces murs ne dépassent pas en toiture ni en saillie. Sans objet</p>					SO
		<p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. <p>« La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; »</p> <p>« - » les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi.</p> <p>Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;</p> <p>- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</p>						SO
								Les ouvertures entre cellules et parties attenantes seront coupe-feu 2 heures et les portes présenteront un classement EI2 120 C.
	Aucune cellule n'est contiguë à une autre cellule de stockage.	SO						
	La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou	<p>Il n'y aura pas de mur séparatif entre 2 cellules de stockage.</p> <p>Le plan masse joint en Annexe n°2 des plans réglementaires présente l'emplacement des murs coupe-feu.</p>					SO	

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.						
7	Dimensions des cellules	La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.	Surface : 2 994 m ² Sprinkler	Surface : 1 236 m ² Absence de sprinkler	Surface : 5 815 m ² Absence de sprinkler	Surface : 5 946 m ² Sprinkler	Surface : 3 830 m ² Sprinkler	Dérogatoire (TK froids, Art.27) C sur le reste
		Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous : 1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m ² si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ; 2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m ² et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.	Sans objet S < 12 000 m ² avec sprinklage H < 23 m	Sans objet S < 3 000 m ² H < 23 m	Concerné S < 12 000 m ² H > 23 m	Concerné S < 12 000 m ² H > 23 m	Sans objet S < 12 000 m ² avec sprinklage H < 23 m	C
		A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes. Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur. Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.	Les transstockeurs froid auront une surface de 5 815 m ² mais ne seront pas équipés d'une installation de type sprinkler. Un système d'oxyréduction sera mis en place. Ce point est développé dans la demande de dérogation jointe en Partie 4 de l'étude de danger. L'étude ISI du CTICM intègre l'oxyréduction. Elle est jointe en Annexe n°14 de l'étude de danger. Le transstockeur emballage disposera d'un système de sprinklage. Sa surface ne dépassera pas 6 000 m ² . Le système de sprinklage sera conçu pour éteindre à lui seul l'incendie et sera équipé d'un pompage redondant. Dans ces conditions, la hauteur de stockage supérieure à 23 m est conforme.					Conforme via étude ISI
	Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.	Pour information					SO	
8	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ». Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.	Les produits dangereux qui seront stockés sur le site le seront hors des locaux soumis à la rubrique 1510. Des dispositifs de rétention adaptés seront mis en place et une attention particulière sera portée sur les incompatibilités entre produits. Notamment, ces produits ne seront pas placés sur des bacs de rétention communs.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre / Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
9	Conditions de stockage	Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.	Le stockage dans la zone de réception/expédition, le stockage pommes de terre et le stockage emballage respecteront une distance d'un moins 1 m entre le haut du stockage et les têtes de sprinklage.					C
		Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.	Il n'y aura pas de stockage en vrac.					SO
		Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.	Le stockage en masse qui sera réalisé uniquement dans le bâtiment de réception/expédition formera des îlots de 500 m ² maximum. La hauteur de stockage sera de 8 m maximum et les allées auront des largeurs de 2 m minimum.					C
		En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.	Sprinklé	Stockage froid équipé de détection haute sensibilité : Article 27.	Stockage froid équipé de détection haute sensibilité : Article 27.	Sprinklé	Sprinklé	C
		« La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. « En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, « - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : « - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; « - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ; « - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. »	Sans objet, pas de matières dangereuses dans les locaux relevant du présent arrêté.					SO
		Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.	Il n'y aura pas de mezzanine.					SO
		« Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. « Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.	Il n'y aura pas de stockage de liquides inflammables de catégorie 1 en récipients fusibles de capacité supérieure à 30 l.					SO
		« Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert. « Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. « Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.	Il n'y aura pas de stockage de liquides inflammables non-miscibles à l'eau de catégorie 2 en récipients fusibles de capacité supérieure à 30 l. Il n'y aura pas de stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 en récipients fusibles de capacité supérieure à 230 l.					SO
		« Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. « Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. »	Non concerné					SO

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
10	Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux	Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Le sol des locaux techniques dédiés de stockage est prévu en béton étanche et incombustible. Un système de bacs de rétention sera mis en place pour les produits dangereux.					C
		Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.	Tous les produits liquides seront stockés sur rétention ou dans des cuves double enveloppe.					C
		Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.	Les bacs de rétention seront dimensionnés sur la base de 50% de la somme des volumes associés à la même rétention ou 100% du plus grand contenant.					C
		Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. « Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. « Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets. »	Les incompatibilités seront prises en compte pour l'aménagement des rétentions.					C
11	Eaux d'extinction incendie	Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.	Les eaux d'extinction seront retenues au sein de 2 bassins de rétention étanches. Des stations de refoulement permettront cette mise en rétention via un asservissement à la détection incendie réalisé soit par le système de sprinklage, soit par les détecteurs incendie.					C
		Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.	La collecte des eaux incendie sera gravitaire jusqu'au bassins de confinement. Les pompes de refoulement auront pour objet de relever les eaux pluviales avant leur rejet au milieu naturel. Elles seront régulièrement entretenues.					C
		En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.	Sans objet					C
		En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. « Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9A (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9A (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut	La rétention sera réalisée en externe. La mise en rétention des bassins étanches sera réalisée par l'arrêt des stations de refoulement. Leur arrêt sera automatique et manuel, asservi au système de sécurité incendie et actionnable localement. Le détail des calculs D9A est disponible dans l'étude de danger et le rapport V2R joint en Annexe n°8 de l'étude d'impact.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). » Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.						
12	Détection automatique d'incendie	La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.	Le tableau des principes constructifs énumère tous les locaux équipés de sprinklage (faisant office de détection incendie par liaison au SSI) ou de détection incendie. En cas de déclenchement, une alarme audible dans l'ensemble des locaux permettra d'assurer l'alerte des personnes. A noter que les deux cellules en froids négatifs non équipées de sprinklage seront munies de détection haute sensibilité. Le tableau des principes constructifs est joint en Annexe n°12 de l'étude de danger.					C
		Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.	Que ce soit par le sprinklage ou une détection incendie spécifique, les dispositifs sont adaptés aux matières stockées.					C
		Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.						
		Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.	Conformément au 1.2 de la présente annexe qui requiert que l'exploitant établisse et tienne à jour un dossier à disposition du service des ICPE, Agristo s'engage à ce que les éléments démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection soient disponibles sur site.					C
13	Moyens de lutte contre l'incendie	L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :	Le calcul D9 majorant est celui obtenu sur les transtockeurs froid. Ce dernier est plafonné à 720 m³/h pendant 2h, soit 1 440 m³. Ce débit sera assuré par 3 sources d'eau réparties sur 4 points d'alimentation :					C
		- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.	- Un pompage dans le canal de l'Escaut : 480 m³/h équipé de 4 aires de stationnement, - 2 points d'alimentation de 240 m³/h, chacun équipé de 2 aires de stationnement et reliés au clarificateur via un surpresseur, 2 000 m³ sont disponibles. - Une bache incendie de 240 m³ équipée de 2 aires de stationnement.					
		Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.	Les calculs D9 sont joints en Annexe n°15 de l'étude de danger.					C
		L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :	Le raccordement sera conforme aux normes en vigueur.					Dérogatoire
		- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; « - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.	L'accès extérieur des cellules se trouvera à moins de 100 m d'un point d'eau incendie, sauf pour le stockage de pommes de terre, le stockage tampon et le bâtiment de réception/expédition. Une demande de dérogation est jointe en Partie 4 de l'étude danger. Les points d'eau incendie ne sont pas situés à moins de 150 m les uns des autres. Une demande de dérogation est jointe en Partie 4 de l'étude danger. Des extincteurs seront disposés dans les cellules de stockage. Des RIA seront mis en place afin d'attaquer tout départ de feu par 2 lances sous des angles différents dans le bâtiment de réception/expédition. Les autres cellules de stockage seront automatisées.					Dérogatoire
		« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.	Sans objet.					SO

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures.</p> <p>En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cube par heure durant 2 heures.</p> <p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>						C
		« En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.	L'exploitant s'engage à joindre au dossier présent sur site les rapports de mesure de débits réalisés sur les poteaux incendie alimentés par le clarificateur (débit et pression), la fiche technique de la réserve de 240 m³ et le dossier des ouvrages exécutés attestant du pompage dans le canal ; et ce au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.					C
		« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.	L'exploitant s'engage à informer le SDIS de l'implantation des points d'eau.					C
		« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.	Le site disposera d'une ligne téléphonique.					C
		« En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.	L'exploitant s'engage à ce que le système d'extinction automatique d'incendie soit entretenu et contrôlé régulièrement par des organismes agréés.					C
		« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.	L'exploitant s'engage à réaliser un exercice de défense incendie dans les 3 mois suivant le démarrage de l'exploitation et tous les 3 ans après ce premier exercice.					C
		« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre de moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. »	Le personnel sera formé à ce type d'intervention.					C
14	Evacuation du personnel	Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.	Toutes les cellules disposeront d'issues de secours situées à moins de 75 mètres de tout point des cellules sauf en cas de cul-de-sac.					C
		En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.	Des issues seront disposées dans au moins 2 directions différentes de manière à donner vers l'extérieur ou sur un espace protégé.					C
		Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.	L'exploitant s'engage à ce qu'un exercice d'évacuation incendie soit effectué dans les 3 mois suivant le démarrage de l'exploitation et tous les 6 mois après ce premier exercice.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.						
15	Installations électriques et équipements métalliques	Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.	L'exploitant s'engage à ce que les installations électriques soient entretenues et contrôlées régulièrement.					C
		A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.	Un interrupteur central sera installé près d'une issue pour chaque local relevant de la rubrique 1510. Les équipements métalliques seront mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles.					C
		Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.	Le TGBT sera implanté dans une local REI 120.					C
		L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.	Une étude foudre a été réalisée et les préconisations indiquées seront appliquées, permettant de respecter la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 : PDA, parafoudres... L'étude est disponible en Annexe n°1 de l'étude de danger.					C
		« Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait. »	Il est prévu l'implantation de panneaux photovoltaïques sur tous les bâtiments, sauf : - Transtockeurs froid, - Locaux techniques - Chaufferie, - Auvent de réception des pommes de terre, - Salle des machines. Ces panneaux ainsi que leur installation seront conformes à la section V de l'arrêté du 04/10/10. Le plan masse joint en Annexe n°2 des plans réglementaires dispose de l'implantation des panneaux solaires.					C
16	Eclairage	Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.						
		Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.	Seul l'éclairage électrique sera utilisé. Les appareils seront disposés de façon qu'aucun choc ne puisse se produire et qu'aucun échauffement ne puisse avoir lieu.					C
		Ils sont éloignés en toutes circonstances des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.	Il n'y aura pas de lampes à vapeur de sodium ou mercure sur site. Un éclairage de type LED sera mis en place sur l'ensemble du site.					
17	Ventilation et recharge de batteries	Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.	Les batteries utilisées seront de type lithium/ion sans dégagement d'hydrogène explosif.					
		Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux. Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée. La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.	Absence de local de charge. Batteries lithium/ion, sans objet					SO

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>						
18.1	Chauffage Chaufferie	<p>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p>	La chaufferie sera isolée des autres locaux par des parois REI 120. Il n'y aura pas de communication directe avec les cellules de stockage.					C
		<p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. 	<p>À l'extérieur de la chaufferie seront installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. 					C
18.2	Autres moyens de chauffage	<p>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ; - la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ; - la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ; - toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ; - une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ; - toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ; - les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent. <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de</p>	Aucun local relevant de la rubrique 1510 ne sera chauffé. Sans objet					SO

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<p>calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>						
19	Nettoyage des locaux	<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	L'exploitant s'engage à ce que les locaux soient maintenus propres et régulièrement nettoyés.					C
20	Travaux de réparation et d'aménagement	<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa « point 3.5 », les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. 	<p>Les travaux de réparation entraîneront la réalisation de documents comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. 					C
		<p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p>	Ces documents seront réalisés sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.					C
		<p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p>	Un plan de prévention pourra être réalisé le cas échéant.					C
		<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Un permis feu sera demandé pour l'utilisation du feu, laquelle sera interdite en zone à risque incendie sauf si nécessaire.					C
			L'exploitant s'engage à vérifier la bonne réalisation des travaux avant reprise de l'activité.					C
21	Consignes	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; 	L'exploitant s'engage à établir les consignes ci-contre et à les tenir à jour.					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<ul style="list-style-type: none"> - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. 						
22	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance	<p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi.</p> <p>L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>« L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. »</p>	<p>Les vérifications périodiques et la maintenance réalisées sur les matériels de sécurité seront consignées dans un registre de suivi du contrôle des équipements.</p> <p>Des consignes et documents seront établis afin de maîtriser les risques liés à la possible apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Des mesures telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation de la fréquence des rondes, - L'augmentation du nombre d'extincteurs dans la zone touchée, - L'interdiction de délivrance de permis de feu, - La baisse éventuelle de l'activité de la zone concernée, - Etc. <p>seront mises en place sur le site ou la zone concernée.</p> <p>Le personnel sera formé aux risques correspondants et des procédures spécifiques seront ajoutées en cas de dysfonctionnement du système d'oxyréduction.</p>					C
23	Plan de défense incendie	<p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; » - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; « - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; « - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; « - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; « - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; « - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. 	<p>Un plan de défense incendie comportant les éléments ci-contre sera mis à disposition sur site pour son entrée en exploitation et transmis au SDIS.</p> <p>Dans l'attente de sa réalisation, voici ses grands objectifs :</p> <p>Identification des risques incendie : cette étape est essentielle pour déterminer les mesures de prévention et de protection appropriées. Elle se caractérise par le plan de zonage des risques.</p> <p>Mesures de prévention : le plan doit détailler les mesures de prévention, telles que la gestion précise des stocks, l'entretien des équipements, et la formation du personnel à la sécurité incendie. Ces éléments sont représentés par l'état des stocks à jour et adosser à un plan des stockages, un listing des différents contrôles réglementaires périodiques ainsi que la présence des documents attestant des différentes formations du personnel.</p> <p>Mesures de protection : il doit également spécifier les dispositifs de protection, tels que les systèmes de détection d'incendie, les extincteurs, les sprinklers, etc. Ces dispositifs visent à contenir et à maîtriser un incendie naissant. Il est ainsi essentiel que le PDI contiennent le plan incendie à jour, l'emplacement des différents moyens d'intervention (extincteurs, RIA), un plan d'évacuation ainsi qu'un descriptif de l'installation de sprinklage. Un plan des réseaux ainsi que les consignes de fermetures des différentes vannes doivent également être présent.</p> <p>Plan d'intervention : le plan doit définir les procédures à suivre en cas d'incendie, y compris l'évacuation du personnel, l'alerte des services de secours, et les moyens d'extinction disponibles sur place (y compris stations de refoulement).</p> <p>Coordination avec les autorités : le plan doit établir un cadre de coopération avec les services de secours et les autorités locales, en fournissant des informations sur l'installation, ses risques, et les moyens d'intervention disponibles. C'est pourquoi, le PDI sera transmis au SDIS afin qu'il dispose de toutes les informations pertinentes en cas d'intervention.</p> <p>Les FDS des matières dangereuses seront disponibles sur site.</p> <p>L'exploitant s'engage à transmettre le plan de défense incendie finalisé du site aux services de secours pouvant intervenir sur site.</p>					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>						
		<p>« Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <p>« - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</p> <p>« - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;</p> <p>« - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</p> <p>« L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>	Le plan de défense incendie comportera les éléments présentés ici.					C
		<p>« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <p>« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</p> <p>« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics.</p> <p>Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. »</p>	Sans objet					SO
24.1	Bruits Valeurs limites de bruit	<p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - émergence : la différence entre les niveaux de pression continue pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ; - zones à émergence réglementée : - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; 	<p>Une modélisation des niveaux sonores a été réalisée par la société SPC. Elle permet de garantir au mieux le respect des niveaux sonore sur le site projeté.</p> <p>Cette étude est jointe en Annexe n°6 de l'étude d'impact.</p>					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Énoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité									
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception										
		<p>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td> <td>6 dB (A)</td> <td>4 dB (A)</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td> <td>5 dB (A)</td> <td>3 dB (A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)						
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés															
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)															
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)															
24.2	Véhicules. - Engins de chantier	<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	Les véhicules de chantier seront conformes aux normes en vigueur.					C									
24.3	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	<p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.</p>	L'exploitant s'engage à réaliser une mesure acoustique après le démarrage de l'exploitation et à reproduire régulièrement des mesures de suivi afin de garantir un niveau de bruit conforme à la réglementation applicable.					C									
25	Surveillance	<p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>« Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021. »</p>	<p>Le site sera entièrement clôturé avec un gardiennage sur place en permanence. Des contraintes d'accès, notamment par badges seront mis en place.</p> <p>Une vidéosurveillance sera en place sur site.</p>					C									

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
26	Remise en état après exploitation	L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvéient. En particulier : - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; - les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.	En cas de cessation d'activité, l'exploitant s'engage à remettre le site en état pour un usage industriel.					C
27	Dispositions spécifiques applicables aux cellules et chambres frigorifiques		La cellule de stockage des PdT, le stockage tampon ainsi que les 2 transstockeurs froid seront en température dirigée < 18°C.					C
27.1	Dispositions constructives	« Par dérogation aux dispositions constructives correspondantes fixées au point 4 (5e, 7e au 11e alinéa) de l'annexe II, pour les cellules frigorifiques : « - les parois extérieures des cellules frigorifiques construites en matériaux a minima Bs3 d0 ; « - les isolants de support de couverture de toiture sont réalisés en matériaux a minima Bs3 d0 ; « - la couverture de toiture surmontant un comble satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). Dans les autres cas, la couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ou les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 2 mètres la couverture du bâtiment au droit du franchissement et la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 10 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux a minima A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0. « Les autres dispositions du point 4 de la présente annexe sont applicables aux cellules frigorifiques. »	Les parois extérieures et les isolants de support de couverture de toiture seront réalisés en panneaux sandwich PIR Bs3 d0 ou en laine de roche EI 120 (A2s1d0) le tableau des principes constructifs détaille les éléments façade par façade. Le tableau des principes constructifs est joint en Annexe n°12 de l'étude de danger. Les locaux équipés de combles sont le stockage de pommes de terre, le stockage tampon et la réception/expédition. La toiture au-dessus des combles satisfera au caractère BROOF (t3).					C
27.2	Désenfumage	« Les prescriptions du point 5 de l'annexe II s'appliquent aux combles de toutes les cellules et chambres frigorifiques et aux cellules et chambres frigorifiques (surmontées ou non de combles) ayant des températures de stockage des produits strictement supérieures à 10 °C. « Par dérogation aux dispositions fixées au point 5 de l'annexe II, les cellules et chambres frigorifiques ayant des températures de stockage des produits inférieures ou égales à 10 °C sont : « - soit équipées d'installations de désenfumage adaptées. Si elles sont différentes de celles prévues aux points 5 de l'annexe II, leur efficacité est justifiée par un organisme compétent en matière de désenfumage et l'exploitant intègre la procédure opérationnelle d'utilisation au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie ; « - soit non désenfumées. L'exploitant précise clairement au niveau des cellules et chambres concernées qu'elles ne sont pas désenfumées et intègre les dispositions adaptées au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie. « En complément aux dispositions fixées au point 5 de l'annexe II, les commandes manuelles ne sont pas placées à l'intérieur des zones à température négative. »	Voir point 5					C

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité		
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception			
27.3	Dimensions des cellules	<p>« Par dérogation au premier alinéa du point 7 de l'annexe II, dans le cas des cellules frigorifiques à température négative, la surface maximale des cellules à température négative dépourvues de système d'extinction automatique d'incendie est portée à 4 500 mètres carrés en présence d'un système de détection incendie haute sensibilité avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de surveillance extérieure. Pour ces cellules, le temps total entre le déclenchement de l'alarme et la première intervention est inférieur à 20 minutes. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt comportant des cellules à température négative, l'exploitant organise un test du dispositif prévu au présent alinéa. Ce test fait l'objet d'un compte rendu conservé au moins deux ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Ce test est renouvelé tous les ans.</p> <p>« Les autres dispositions du point 7 de la présente annexe sont applicables aux cellules frigorifiques. »</p>	Le stockage de pomme de terre aura une température positive, une surface de 2 994 m ² et sera sprinklé.	Le stockage tampon aura une surface inférieure à 3 000 m ² et sera équipé d'une détection haute sensibilité.	Les transstockeurs froids ne posséderont pas de sprinkler mais auront une surface de plus de 4 500 m ² (5 815 m ²). Ces cellules seront équipées d'un système d'oxyréduction permettant de garantir un niveau de prévention et de protection au moins équivalent. Une demande de dérogation est jointe en Partie 4 de l'étude de danger. Ces locaux seront équipés d'une détection haute sensibilité.	La réception/expédition aura une surface de 3 830 m ² et sera sprinklé sur l'ensemble des niveaux.	C	C	Dérogatoire	C
27.4	Conditions de stockage	<p>« Tout stockage est interdit dans les combles. Les combles sont accessibles en toutes circonstances.</p> <p>« En complément et par dérogation aux dispositions correspondantes du point 9 de l'annexe II, dans le cas des cellules et chambres frigorifiques à température négative,</p> <p>« - la distance par rapport aux parois de la cellule pour les stockages en rayonnage ou en palettier est supérieure ou égale à 0,15 mètre ;</p> <p>« - en l'absence de détection haute sensibilité pour les cellules à température négative, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent la disposition suivante : hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>« - les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables sont stockées de la manière suivante :</p> <p>« - les îlots au sol ont une surface limitée à 1 000 mètres carrés ;</p> <p>« - la hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ;</p> <p>« - la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres. »</p>	Aucun stockage ne sera réalisé dans les combles.	Une distance de 15 cm minimum sera respectée entre le stockage et les parois.	Les 2 transstockeurs froid et le stockage tampon seront équipés de détection haute sensibilité, un stockage supérieur à 10 m de haut et des allées étroites.				C	
27.5	Détection automatique d'incendie	<p>« En complément des dispositions du premier alinéa du point 12 de l'annexe II, la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les combles. »</p>	Une détection incendie sera mise en place dans les combles avec le report à la centrale incendie.						C	
27.6	Moyens de lutte incendie	<p>« En complément des dispositions du point 13 de l'annexe II, les robinets d'incendie armés sont positionnés hors chambres froides à température négative et ont des longueurs de tuyaux suffisantes pour accéder à toutes les zones de la chambre froide à température négative. »</p>	Tous les stockages en froid négatif sont automatisés.						SO	
27.7	Installations électriques	<p>« Les dispositions du point 15 de l'annexe II, sont complétées par les dispositions suivantes :</p> <p>« Les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.</p> <p>« En particulier, si les panneaux sandwichs ne sont pas A2 s1 d0, les câbles électriques les traversant sont pourvus de fourreaux non-propagateurs de flamme, de manière à garantir l'absence de contact direct entre le câble et le parement du panneau ou de l'isolant, les parements métalliques devant être percés proprement et ébavurés. Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants. »</p>	Les équipements techniques éventuellement présents dans les transstockeurs seront réalisés conformément à leur environnement d'exploitation et contrôlés annuellement.						C	

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
27.8	Equipements frigorifiques	« Des détecteurs de gaz sont implantés et entretenus dans les zones à risque susceptibles d'être génératrices de gaz frigorigère toxique pour l'homme. Dans ces zones, l'exploitant définit des consignes d'exploitation spécifiques et prévoit les équipements de protection individuelle nécessaires pour intervenir en sécurité. Ce point est applicable aux installations pour lesquelles la réglementation antérieure ne l'exigeait pas à compter du 1er janvier 2022. »	Un réseau complet de détecteurs ammoniac sera installé sur le site. La liste complète ainsi que les emplacements sont disponibles dans l'étude ammoniac de l'INERIS jointe en Annexe n°13 de l'étude de danger. Des consignes adaptées au risque seront mises en place.					C
28	Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles	« Les dispositions du point 28 sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration ou le dépôt du dossier complet du dossier d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er juillet 2021. « Elles ne sont pas applicables aux autres installations nouvelles ainsi qu'aux installations existantes. Néanmoins, en cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau bâtiment portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2021, ces dispositions sont applicables à l'extension, les dispositions du point 28 sont applicables à l'extension. « Les dispositions du point 10 ne sont pas applicables aux cellules conformes au présent point.	Non concerné.					SO
28.1		Un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles. Cette disposition s'applique sans préjudice de la première phrase du point 7 de la présente annexe. « Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie prévu au point 23 de la présente annexe. L'exploitant précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système mis en place. « Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, et le cas échéant de l'organisme de contrôle.	Non concerné.					SO
28.2	Collecte et rétention des écoulements	« Chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles est divisée en zones de collecte d'une surface unitaire inférieure ou égale à 1 000 m ² et compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie ou dispositif équivalent prévu au point 28.1 de la présente annexe. « A chacune des zones de collecte est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées.	Non concerné.					SO
28.3	Disposition applicable en cas de rétention déportée	« I. Dispositif de drainage « Chacune des zones de collecte associée à une rétention déportée est associée à un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les liquides épandus et les eaux d'extinction d'incendie.	Non concerné.					SO

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		<p>« II. Dispositif d'extinction des effluents enflammés</p> <p>« Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur réinflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pare-flamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent.</p>	Non concerné.					SO
		<p>« III. Le drainage, le dispositif d'extinction et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de :</p> <p>« - ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site, en particulier le trajet aérien ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux récipients mobiles ou bâtiments. Le réseau est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins ;</p> <p>« - éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents enflammés et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée ;</p> <p>« - éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;</p> <p>« - éviter tout débordement de la rétention déportée. Une rétention déportée peut être commune à plusieurs zones de collecte. La capacité utile de la rétention est au moins égale au plus grand volume calculé pour chaque zone de collecte associée, prenant en compte 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé selon les dispositions du point 11 de la présente annexe.</p> <p>« - éviter toute surverse de liquide lors de son arrivée éventuelle dans la rétention déportée ;</p> <p>« - résister aux effluents enflammés, en amont du dispositif d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles.</p> <p>« Le cas échéant, la rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu au point 11 de l'annexe 2.</p> <p>« La rétention déportée et, si elle existe, la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.</p> <p>« Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classés et de l'organisme de contrôle périodique.</p>	Non concerné.					SO
		<p>« IV. Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée. En cas d'impossibilité technique justifiée de disposer d'un dispositif de drainage passif, l'écoulement vers la rétention associée peut être constitué d'un dispositif de drainage commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.</p> <p>« En cas de mise en place d'un dispositif actif, les équipements nécessaires au dispositif (pompes, etc.) sont conçus pour résister aux effets auxquels ils sont soumis. Ils disposent d'une alimentation électrique de secours et, le cas échéant, d'équipement empêchant la propagation éventuelle d'un incendie.</p>	Non concerné.					SO

Tableau de conformité rubrique 1510 en Autorisation – Arrêté ministériel du 11/04/17

C : conforme, SO : sans objet, Dérogatoire : nécessite un aménagement des prescriptions

Chapitre /Alinéa	Intitulé	Enoncé	Actions/Mesures mises en place					Conformité
			Stockage pommes de terre	Stockage tampon	Transstockeurs froid	Transstockeur emballages	Expédition Réception	
		« V. Le dispositif d'extinction ainsi que le dispositif de drainage font l'objet d'un examen approfondi périodiquement et d'une maintenance appropriée. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Non concerné.					SO
		« VI. L'exploitant intègre au plan d'intervention et consignes incendies prévues aux points 21 et 23, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant. « Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.	Non concerné.					SO
		« VII. Implantation des rétentions déportées « Pour les installations à autorisation et enregistrement, les rétentions déportées : « - sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m ² identifiées au regard des potentiels incendies susceptibles de survenir pour chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles prise individuellement associée. Cette disposition n'est pas applicable aux rétentions déportées enterrées ; « - sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150). « Si elle existe, la fosse d'extinction est située en dehors des zones de flux thermiques de 5 kW/m ² identifiées au regard des potentiels incendies susceptibles de survenir pour chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles prise individuellement associée. Cette disposition n'est pas applicable aux fosses d'extinction enterrées ; « Pour les installations à déclaration, les rétentions déportées : « - sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150). »	Non concerné.					SO